
Réunion des ministres des finances de la Zone franc

Brazzaville, le 13 avril 2018

Communiqué de presse

1 *Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales et de la Zone*
2 *franc se sont réunis le vendredi 13 avril à Brazzaville, sous la présidence de M. Calixte NGANONGO, Ministre des Finances*
3 *et du Budget de la République du Congo.*

4

5 Dans un contexte économique marqué par une reprise de la croissance à l'échelle du continent africain, les ministres des
6 Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont rappelé leur souhait d'œuvrer
7 pour le développement des pays de la Zone franc et de mettre en œuvre des politiques économiques soutenables susceptibles
8 de promouvoir une croissance inclusive. Ils ont réitéré leur volonté de continuer à faire de la Zone franc un espace de
9 dialogue ouvert et de coordination des politiques publiques, en lien avec les principaux bailleurs et institutions. Un tel espace
10 d'échange, qui revêt une dimension unique en Afrique, reste un facteur de stabilité et de développement.

11 Les participants à la réunion ont relevé une très légère amélioration de la convergence nominale, qui reste cependant en-deçà
12 des résultats escomptés. Ils ont en particulier noté les risques découlant d'importants déficits publics et d'un ré-endettement
13 rapide, qui sont susceptibles de remettre en cause les équilibres internes et externes des Etats concernés. Pour garantir le bon
14 fonctionnement des unions monétaires et préserver la soutenabilité des trajectoires de développement, les ministres des
15 finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales se sont accordés sur la nécessité
16 de poursuivre et renforcer leur approche coordonnée. De la même façon, la convergence réelle peine à progresser dans la
17 Zone franc, témoignant des nombreux obstacles auxquels se heurte l'intégration régionale. Dans ce contexte, les participants
18 ont souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des mesures permettant de renforcer cette intégration régionale,
19 facteur de résilience et de solidarité des Etats de la Zone franc. A ce titre, les participants ont salué la mise en œuvre de
20 nouveaux tableaux de suivi des recommandations, adoptées par les ministres des Finances et portant sur l'intégration
21 commerciale, le développement du crédit et la mobilisation des recettes fiscales. Ces instruments d'orientation des politiques
22 publiques pourront servir d'appui aux efforts de convergence des pays de la Zone franc.

23 Les participants ont noté qu'une majorité de pays de la zone a conclu un programme avec le Fonds monétaire international
24 (FMI), ce qui contribue à l'harmonisation des diagnostics à l'échelle sous-régionale et à la coordination des politiques
25 macroéconomiques ainsi que des réformes économiques et financières mises en œuvre. Les mesures opérées dans le cadre
26 des programmes, et les apports de financements notamment du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de
27 développement, de l'Union européenne et de la France, contribuent conjointement à l'amélioration de la situation
28 économique et de la confiance vis-à-vis de la Zone franc.

29 Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont ensuite
30 échangé sur les enjeux de la lutte contre le financement du terrorisme. Ils remercient particulièrement le Groupe
31 Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) et le Groupe d'Action contre le
32 blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) pour la production d'un document préliminaire sur la question, soutenu
33 par la Banque mondiale. Ils se sont accordés sur une série d'axes d'action tirée de ce document et invitent les autorités
34 compétentes à s'en inspirer. A l'avenir, le suivi de la mise en œuvre de ces mesures sera assuré par le Comité de liaison anti-
35 blanchiment de la Zone franc.

36 En lien avec les problématiques de mobilisation des ressources intérieures, les participants ont également échangé sur
37 l'importance de renforcer la lutte contre les flux financiers illicites et le financement du terrorisme via la coopération fiscale
38 internationale et la mise en œuvre de dispositifs adaptés, avec le concours des banques centrales, des commissions bancaires
39 et des organismes régionaux de type GAFI. Les ministres des Finances ont ainsi décidé de soutenir la déclaration de
40 Yaoundé du 15 novembre 2017. Cette déclaration encourage les pays africains, avec le soutien du Secrétariat du Forum
41 mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, à explorer une collaboration destinée à
42 conforter les efforts des pays africains dans la lutte contre les flux financiers illicites pour améliorer la mobilisation des
43 recettes intérieures.

44 Lors du déjeuner, les administrateurs représentant la France et les pays d'Afrique francophone à la Banque mondiale et au
45 FMI sont revenus sur la situation macroéconomique en Afrique subsaharienne. Ils ont par ailleurs évoqué la tenue prochaine
46 des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, qui se tiendront à Washington D.C. du 20 au 22 avril 2018.

47 Ils ont enfin chaleureusement remercié les autorités congolaises pour l'organisation de cette réunion de la Zone franc, ainsi
48 que pour l'accueil réservé aux participants. Ils ont accepté l'invitation des autorités françaises de tenir la prochaine réunion
49 des ministres des Finances de la Zone franc à Paris.